****ROYAUME DU MAROC**

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**PROVINCE FAHS-ANJRA**

CONSEIL PROVINCIAL FAHS ANJRA

***CAHIER DES PRISCRIPTIONS SPECIALES (C.P.S)***

***TRAVAUX D’ENTRETIEN DE LA PISTE DU DOUAR MILIECHE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT) ET DE RENFORCEMENT DE LA PISTE DU DOUAR ZRARAE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT). A LA C.KSAR SGHIR. PROVINCE FAHS-ANJRA***

***---ooOoo---***

***MARCHE N*°**……………**/*2023***

LOT UNIQUE

***PASSE PAR APPEL D’OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX***

**MARCHE PASSE PAR APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX,**

**EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 1, ALINEA 2 DE L'ARTICLE 16 ET DU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 17 ET ALINEA 3, PARAGRAPHE 3 DE L’ARTICLE 17 DU DECRET N° 2 - 12 – 349 DU 08 JOUMADA I 1434 (20 MARS 2013) RELATIF AUX MARCHES PUBLICS**

***Appel d’offre N°……./2023***

**ROYAUME DU MAROC**  **Marché N° :……………………….**

MINISTERE DE L’INTERIEUR

**PROVINCE FAHS ANJRA**

**Conseil provincial FahsAnjra**

---ooOoo---

***TRAVAUX D’ENTRETIEN DE LA PISTE DU DOUAR MILIECHE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT) ET DE RENFORCEMENT DE LA PISTE DU DOUAR ZRARAE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT). A LA C.KSAR SGHIR. PROVINCE FAHS-ANJRA***

**---ooOoo---**

Marché passé par appel d’offres ouvert sur offre de prix en application du paragraphe 1 alinéa2 de l’article 16 et du paragraphe 1 de l’article 17 et alinéa 3 du paragraphe 3 de l’article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 JoumadaI1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

**E N T R E :**

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PROVINCIAL FAHS ANJRA, DESIGNE CI-APRES PAR L’ADMINISTRATION.

**D'UNE PART**

**E T :**

Monsieur ...............................................................................................……………………

Agissant au nom et pour le compte de ..................................................................………..

Inscrit au Registre de Commerce sous n° .....................................................………….......

Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous n° ...................................………….

Identification Fiscale :.........................................................................……………………...

Titulaire du compte Bancaire n° ...............................................................……………........

Ouvert à la Banque :.........................................................................…………………….....

Faisant élection de domicile à .........................................................………………………..

.....................................................................................................................................…….

**D'AUTRE PART**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

1. **Cas de personne physique**

M…………………………………………….Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de : ………………………………… sous le n°………………

Patente n° : …………………………… Affilié à la CNSS sous n° :……………………

Faisant élection de domicile au :……………………………………………………………

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) : …………………………………………

Ouvert auprès de : ………………………………………………………………………………

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

**D’AUTRE PART**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. **Cas d’un groupement**

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention …………………………………… (Les références de la convention) ………………………….. :

Membre 1 :

M : …………………………………………………… qualité :………………………………

Agissant au nom et pour le compte de ……………………………………en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social : …………………………… Patente n° : ……………………………

Registre de commerce de : ………………… Sous le n° : ……………………………

Affilié à la CNSS sous n° : …………………………………………………………………

Faisant élection de domicile au : ………………………………………………….………………………………………… …………………………………………………………………………………………………

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) : ……………………………………………

Ouvert auprès de……………………………………………………………………………

Membre 2 : ………………………………………………………………………………………

(Servir les renseignements le concernant)

……………………………………………………………………………………………………….…

Membre n : ……………………………………………………………….

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M……..…..…... (Prénom, nom et qualité) …………..….en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l’exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 chiffres) ......…………………………………..………

Ouvert auprès de (banque) : …..…………………………………………………..

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR**»

**D’AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

CHAPITRE I : CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

1. **MODE DE PASSATION DU MARCHE ;**

Marché passé par appel d’offre ouvert sur offre de prix en application de l’alinéa 2 paragraphe 1 article 16 et l’alinéa 3 paragraphe 3 article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), fixant les conditions et les formes de passations des marchés de l’Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

1. **ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE :**

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux:

*TRAVAUX D’ENTRETIEN DE LA PISTE DU DOUAR MILIECHE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT) ET DE RENFORCEMENT DE LA PISTE DU DOUAR ZRARAE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT). A LA C.KSAR SGHIR. PROVINCE FAHS-ANJRA*

1. **CONSISTANCE DES TRAVAUX :**

Les travaux d’entretien, et de renforcement comprendront :

* Terrassement et évacuation ;
* Réalisation des assises de fondation en béton de propreté pour des ouvrages de glissement ;
* Traitement des points de glissement en gabions et en soutènements ;
* Renforcement des différentes pistes de chaussées en béton existant ;
* Remblaiement par un sol sélectionné et compactage ;
* Remplissage par matériau drainant et système de drainage ;
* Mise en pose des enrochements ;
* Traitement d’environnement des pistes (Fossé bétonnée, ouvrage hydraulique, …).

Ces travaux seront exécutés pour le compte de la CONSEIL PROVINCIAL FAHS ANJRA, représenté par son président agissant en qualité du Maître d'Ouvrage.

L’entrepreneur s’engage de réaliser tous les ouvrages objet du présent marché, accessibles ou non, sans demander d’indemnité.

Si pour des raisons techniques ou administratives le Maitre d’Ouvrage décide de changer le lieu d’exécutions de certains ouvrages, l’entreprise doit s’y conforter sans demander des indemnités.

Le contrôle des travaux est assuré par le BET et le représentant de l’Administration. En conséquence, l'Entrepreneur devra fournir les renseignements et répondre aux ordres donnés dans ce sens par ces derniers.

**ARTICLE 4 : MAITRISE D’OEUVRE**

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par le BET auteur du projet assisté par un représentant de l’Administration. En conséquence, l'Entrepreneur devra fournir les renseignements et répondre aux ordres donnés dans ce sens par ces derniers.

**ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ- DOCUMENTS GÉNÉRAUX -TEXTES SPÉCIAUX**

Les obligations de l'entrepreneur pour l'exécution du présent marché, résultent de l'ensemble des documents suivants :

1. **Pièces constitutives du marché**

1/ L’acte d’engagement

2/ Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales CPS (Chap. I) et Techniques CPT (chap.II).

3/ Le bordereau des prix et le détail estimatif.

4/ Le C.C.A.G.T.

5/ Planning des travaux

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l’ordre où elles sont énumérées à l’article 5 du C.C.A.G-T.

1. **Documents généraux**

**a) TEXTES GÉNÉRAUX**

* Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 fevrier 2015) portant promulgation en application de l’article 7 de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
* Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
* Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
* Le décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
* Le décret 2-14-394 du 13Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l’Etat ;
* Le Décret n° 2.17.450 du 04 Rabie 1- 1439 (23 Novembre 2017) relatif à la comptabilité publique des préfectures et provinces et de leurs groupements ;
* Arrêté du chef du gouvernement N°3-302-15 (27/11/2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
* Le Décret n°2-14-272 (BO du 05 Juin 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics
* La loi organique n°112-14 relative aux préfectures et provinces ;

**b) TEXTES SPECIAUX**

* Le décret n° 2.94.223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiments et de travaux publics ;
* Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l’Etat rendus applicables à la date de signature du marché. (Cette liste est donnée à titre indicatif et elle doit être modifiée et complétée en fonction de la nature des travaux objet du marché)
* L’entrepreneur devra se procurer ces documents s’il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l’ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

**ARTICLE 6 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Conformément à l'article 6 du CCAG-T, tous frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge de l'entrepreneur.

**ARTICLE 7 : CONNAISSANCE DU DOSSIER**

Les concurrents, participants au présent appel d’offres sont censés :

* Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l’emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter au cours des travaux pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.
* Avoir pris pleine connaissance de l’ensemble des travaux ;
* Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestation ;
* Avoir fait tout calcul et tout détail ;
* N’avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d’ouvrage présenté par elle et de nature à donner lieu à discussion.

**ARTICLE 8 : CONNAISSANCE et visite DES LIEUX**

L’Entrepreneur suivant déclaration produite avec son acte d’engagement, atteste qu’il a reconnu en personne ou fait reconnaître par un représentant qualifié, l’emplacement des ouvrages à réaliser ainsi que des carrières ou autres lieux d’extraction. Il est censé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions d’exécution résultant des conditions du site du chantier.

L’Entrepreneur ne peut, en aucun cas, formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions d’exécution des travaux.

**ARTICLE 9 : DELAI D’APPROBATION DU MARCHE**

Conformément à l’article 33 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), l’approbation du marché doit être notifiée à l’attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l’ouverture des plis.

Si la notification de l’approbation n’est pas intervenue dans ce délai, l’attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d’ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d’ouvrage décide de demander à l’attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l’expiration du délai visé à l’alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par toutes autres moyens de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas (30) jours. L’attributaire doit faire connaitre sa réponse avant la date limite fixée par le maître d’ouvrage. En cas de refus de l’attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d’ouvrage établi un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non-approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint du dossier du marché.

**ARTICLE 10 : VALIDITE DU MARCHE-DELAI D'EXECUTION-PENALITES**

Le présent marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l’autorité compétente.

Le délai d’exécution des travaux est fixé à **six (6) Mois calendaire.**

L'Entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour terminer les travaux dans le délai donné ci-dessus à compter de la date fixée par ordre de services du maitre d’ouvrage conformément de l’article 40 du CCAGT.

À défaut par l'entrepreneur de ne pas respecter le délai contractuel, il lui sera appliquée une pénalité de 1‰ (un pour mille) du montant du marché par jour du calendaire de retard cette pénalité sera déduite d’office des décomptes sans préjudice, de l’application des mesures prévues par l’article 65 du C.C.AG.T.

Le montant de ces pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché.

Les arrêts de chantier dus à des cas de force majeure devront être signalés dans les quarante-huit heures (48h) par écrit au Président du conseil provincial Fahs-Anjra.

**ARTICLE 11 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement il sera fait application des dispositions du Dahir n°1-15-05 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, il est précisé que :

La liquidation des sommes dues par le conseil provincial Fahs Anjra pour l’exécution du présent marché sera opéré par les soins du Président du conseil provincial Fahs Anjra

Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu’aux bénéficiaires du nantissement ou subrogation, les renseignements et états prévus au Dahir n°1-15-05 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics est le Président du conseil provincial Fahs Anjra .

Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier préfectoral de Tanger, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Par application de l’Article 11 du C.C.A.G.T, il sera délivré au titulaire du présent marché, sur sa demande et contre récépissé l’exemplaire unique certifié conforme au marché.

***ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT*- RETENUE DE GARANTIE-DELAI DE GARANTIE**

Le cautionnement provisoire est fixé à **Vingt mille dirhams (20 000,00).**

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché, arrondi à la dizaine de dirhams supérieure.

Le délai de garantie est fixé à **Douze Moins (12) Mois** à compter de la date de la réception provisoire.

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes mensuels est de 10 % (dix pour cent). Elle cessera de croître lorsqu’elle aura atteint 7 % (sept pour cent) du montant initial du marché.

**ARTICLE 13 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

**Réception provisoire**

Conformément à l’article 73 du C.C.A.G.T. et à la fin des travaux de tous les corps d'état, il sera procédé, en présence de l'Entrepreneur à la réception provisoire des travaux. L’administration décidera après la visite du chantier si cette réception peut être prononcée. Une commission à cet effet, doit être composée par : les représentants du maître d’ouvrage et de l’Entrepreneur. Tous les défauts constatés lors de cette visite seront repris conformément aux règles de l'art et aux frais de l’Entrepreneur, sans pour cela que le délai d'exécution soit prolongé.

**Réception définitive**

Conformément à l’article 76 du C.C.A.G.T., et **12mois** après la date de la réception provisoire des travaux il sera procédé, en présence de l’Entrepreneur à la réception définitive des travaux, l’administration décidera après la visite du chantier si cette réception peut être prononcée. Une commission à cet effet doit être composée par : les représentants du Maître d’ouvrage et de l’Entrepreneur. Tous les défauts constatés lors de cette visite seront repris conformément aux règles de l’art et aux frais de l’Entrepreneur.

La retenue de garantie ainsi que le cautionnement définitif seront débloquées après la prononciation de la réception définitive.

**ARTICLE 14 : DOMICILE DE L’ENTREPRENEUR**

À défaut par l’Entrepreneur d’avoir satisfait aux prescriptions de l’Article 20 du C.C.A.G.T, en ne faisant pas élection de domicile à proximité des travaux, toutes notifications relatives à l’Entreprise lui seront valablement faites à l’adresse indiquée sur le préambule du C.P.S.

**ARTICLE 15: REVISION DES PRIX**

**En application de l’article 12 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), les prix du** présent marché sont révisables.

Les formules de révision applicables sont les suivantes :

P = Montant des travaux révisés

P0 = Montant des travaux initial fourni par l’entreprise le jour limite de la remise des plis

TR30 = Valeur de l’index global à la date de réception de l’offre pour les travaux de construction de route avec enduit superficiel, fourniture de liant non comprise.

TR3 = Valeur de l’index global à la date de l’exigibilité de la révision pour les travaux de construction de route avec enduit superficiel, fourniture de liant non comprise.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date limite de remise des offres.

Telles qu’elles sont fixées par l’arrêté du Chef du Gouvernement n° 3-302-15 du 15Safar 1437 (27/11/2015).

**ARTICLE 16 : TAXES**

Les prix remis par l'Entrepreneur tiennent compte également de toutes les charges et sujétions résultant de l'application du marché, ainsi que toutes les taxes et, en particulier, la taxe sur la valeur ajoutée en application du Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabia II 1406 (20 Décembre 1985) portant promulgation loi n° 30.85.

**ARTICLE 17: LITIGES**

Les litiges pouvant survenir entre l’Entrepreneur et l’Administration seront portés devant les tribunaux compétents.

**ARTICLE 18: RESILIATION**

Les conditions de résiliation sont celles prévus par le C.C.A.G.T, ainsi que celles prévus par l’article 138 et 159 du décret n° 2-12-349 du 8 JoumadaI1434 (20 Mars 2013) et celles prévues par les articles 69 et 70 du CCAG applicables aux marchés de travaux.

**ARTICLE 19-: CONDITIONS DE REGLEMENT**

- L'ensemble des travaux sera réglé suivant la méthode du métré après exécution.

- Le règlement du présent marché se fera en appliquant les prix unitaires du bordereau des prix aux quantités réellement exécutées et acceptées par le BET et l'Administration.

* Ce règlement se fera par virement au compte indiqué par l'intéressé dans son acte d’engagement.

**ARTICLE 20: PROVENANCE DES MATERIAUX**

Les matériaux destinés à l'exécution des travaux seront d'origine marocaine. Il ne sera fait appel aux matériaux d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer les matériaux locaux.

**ARTICLE 21: ECHANTILLONAGE:**

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du BET un échantillonnage de chaque espèce de matériaux ou fournitures qu'il se propose d'employer il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation par le BET et l’administration.

L'entrepreneur devra présenter à toutes réquisitions les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

**ARTICLE 22 : PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX :**

En exécution de l’Article 37 du C.C.A.G.T, l’Entrepreneur devra soumettre à l'Administration dans un délai de 15 (quinze) jours à dater de la notification de l’approbation du marché, le calendrier exécution des travaux selon lequel il s’engage à conduire le chantier. Ce calendrier comportera tous renseignements et justifications utiles.

Au cas où la cadence d’exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit calendrier, l’Administration pourrait faire application des mesures prévues à l’Article 70 du C.C.A.G.T

**ARTICLE 23 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES :**

Sont désignés par ce terme tous les travaux en plus de ceux initialement prévus par suite de modification à la demande de l’administration. (Voir Art. 51 du C.C.A.G.T)

Ces travaux seront réglés ou décomptés sur la base des prix unitaires portés au détail estimatif ou en analogie avec ces derniers et seront introduit par avenant.

**ARTICLE 24: REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE:**

L'entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police de voirie en vigueur dans la ville ou au lieu de la construction (Art. 27 du C.C.A.G.T.)

L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par les tiers sur son chantier ou dans les bâtiments avoisinants.

**ARTICLE 25 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR - DIRECTION ET ENCADREMENT DU CHANTIER :**

Pendant la durée des travaux ,L'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d’exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agrée par le maître d’ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu’aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence

L’entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressés pour se rendre soit dans les bureaux du maître d’ouvrage soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu’il en est requis.

Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l’issue de réunions ou de visites du chantier effectués en présence de l’entrepreneur.

**ARTICLE 26 : CAHIER DE CHANTIER :**

L’Entrepreneur tiendra à la disposition de l’Administration et le BET un cahier Trifold qui sera constamment sur le chantier et sur lequel seront portées toutes les demandes de renseignements et réponses en cours des travaux, lors des rendez-vous de chantier.

**ARTICLE 27 : FRAIS DIVERS :**

Les essais de Laboratoire, la note géotechnique pour le bon sol d’assise de mur de soutènement sont à la charge de l'entreprise adjudicataire.

Les frais de métré, ainsi que l'établissement des situations provisoires et définitives sont à la charge de l'entrepreneur, de même l'entrepreneur prendra en charge tous les frais afférents aux divers contrôles des travaux pour le suivi supplémentaire.

**ARTICLE 28 : CHANGEMENT DANS LA MASSE DES TRAVAUX**

En cas de changement dans la masse des travaux, se conformer aux articles 57 et 58 du C.C.A.G.T

**ARTICLE 29 : ASSURANCE :**

En application de l’article 25 du C.C.A.G.T tel qu’il a été modifié ou complété par le décret n°2-05-1433 du 26 kaada 1426 (280décembre 2005), et avant tout commencement des travaux, l’entrepreneur devra produire une ou plusieurs attestations d’assurance délivrées d’une compagnie d’assurance autorisée à exercer au Maroc attestant que l’entrepreneur a assuré la totalité de son personnel contre les accidents de travail, véhicules ainsi que la responsabilité civile et dommages à l’ouvrage

**ARTICLE 30 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L’ENTREPRENEUR :**

L’Entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l’Administration.

Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix figurent notamment les frais suivants :

Branchement du chantier au réseau d’eau, d’électricité, etc. ... Ainsi que les consommations correspondantes pendant toute la durée des travaux.

Les frais d’héliographie et de copies en dehors des 2 exemplaires des plans et pièces fournis gratuitement.

En application de l'article 31 du C.C.A.G.T, le délai pour le dégagement, le nettoiement et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est fixé à 15 (Quinze) jours de calendrier à compter de la date de réception provisoire. En outre une pénalité de 1% du montant des travaux sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai de 15 jours indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office, par le Maître de l'ouvrage, sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

**ARTICLE 31 : PLANS DE RECOLEMENT**

En fin d'exécution des travaux l'Entrepreneur remettra au maître d’ouvrage approuvé par le BET 3 tirages des dessins suivants, pliés au format A4 :

1/ Dessins côtés des ouvrages non visibles, tels que conduites d'évacuation des eaux pluviales dont la réalisation peut être différentes des dessins primitifs et tels que ces ouvrages ont réellement été exécutés

2/ Dessins des conduites, canalisations, conducteurs visibles ou cachés, tels qu'ils ont été posés, repérés par les symboles caractéristiques.

**ARTICLE 32 : ORDRE DE SERVICE – LETTRES – INSTRUCTIONS**

L’Entrepreneur se conformera strictement aux plans, tracés et dessins de détail dressés par le BET. ainsi qu’aux ordres de service, lettre et instruction qui lui seront notifié où adresser par l’Administration.

L’Entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurés qui pourraient lui manquer dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignement pour exécution contraire à la volonté de maître d’ouvrage ou pour justifier un retard dans l’exécution.

**ARTICLE 33 : MALFAÇONS**

Si des malfaçons viennent d’être décelés, les ouvrages seront démolis et refait à la charge de l’Entrepreneur, l’Administration pourrait réclamer le préjudice intégral qui pourrait lui être causée par réfections

**ARTICLE 34 : DEROGATION AU D.G.A. ET C.C.A.G.T**

Si le présent marché dérogé à une prescription des textes cités en titre, l’entrepreneur se conformera aux prescriptions du présent CPS.

**ARTICLE 35: PLAN ET PIECES CONTRACTUELLES**

L’Entrepreneur adjudicataire recevra gratuitement deux tirages de chaque plan et pièces écrites constituant le dossier de l’affaire

**ARTICLE 36: DOCUMENTS**

L’Entrepreneur est tenu de vérifier les plans et les côtes et de signaler en temps utile, toute erreur matérielle qui aurait pu se glisser dans les plans ou pièces écrites qui lui seront notifiées dans les premiers 15 jours des travaux.

Les plans du BET sont les plans de base qui doivent être respectés en cas de non-concordance avec les plans Techniques, il faudra avant exécution, en informer le B.E.T. Aucune côte ne sera prise à l’échelle pour l’exécution des travaux, l’Entrepreneur devra s’assurer, sur place, avec toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les côtes et indication des plans et dessins de détails. Dans le cas de doute il en référera immédiatement à l’Administration.

L’Entrepreneur sera tenu de fournir un cahier TRIFOLD à pages numérotées lequel sera maintenu à la disposition des organismes de contrôle, de B.E.T, Administration etc.

L’Administration se réserve le droit de modifier telle ou telle partie d’ouvrage qu’elle jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet.

**ARTICLE 37:PRIX**

Les prix remis par l’Entrepreneur comprendront tous les frais afférents à l’Entreprise et notamment les frais suivants :

* Tous les frais de douane, taxes et impôts divers.
* Tous les frais de voirie (balisage, affichage, échafaudage, etc.) exigés par l’Administration
* Tous frais d’assurance contre les accidents du personnel et des véhicules, responsabilité civile, risque d’incendie, risque de vol détérioration pendant la durée des travaux.
* Tous frais de branchement et de consommation d’eau et d’électricité pendant la durée des travaux.
* Tous frais de gardiennage de nuit et pendant les jours fériés du chantier et de ses abords
* Tous frais d’essais de laboratoire, (étude de formulation et essais de résistance du béton……..)
* Tous frais liés à la remise au maître d’œuvre et au maître d’ouvrage l’attestation de garantie
* Tous frais de charges sociales (C.N.S.S.) congés payés et ceux exigés par la législation de travail.
* Tous frais de reproduction des dessins et pièces écrites.
* Tous les frais d’un laboratoire (agrée par le BET et l’administration)
* Frais d’installation de chantier et panneau de chantier.
* Tous les frais d’un ingénieur topographe agréée par l’état. Notamment ; implantation du projet, etc.

**ARTICLE 38 : ETABLISSEMENT DES DECOMPTES PROVISOIRES ET DEFINITIFS DES OUVRAGES**

Les décomptes provisoires et définitifs seront établis conformément aux dispositions des articles 62 et 68 du C.C.A.G.T.

**ARTICLE 39:SOUS-TRAITANTS**

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu’il notifie au maître d’ouvrage la nature des prestations qu’il envisage de sous-traiter et l’identifier, la raison ou la dénomination social et l’adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat de la sous-traitance et ce conformément à l’article 158 du décret n° 2-12-349 du 8 JoumadaI1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret du 2O mars 2013 relatif aux marchés publics.

Dans tous les cas, l'entrepreneur demeure personnellement responsable tant envers le M.O. Que vis-à-vis des ouvriers et de tiers.

**ARTICLE 40 : AGREMENT DU REPRESENTANT DE L’ENTREPRENEUR**

Le représentant de l'Entrepreneur doit être agréé par Le Maître d’ouvrage et en particulier, présenter des références personnelles attestant qu'il a déjà exécuté avec succès des travaux d'importance équivalente à ceux du présent marché et ce en application de l’article 22 du CCAGT.

**ARTICLE 41: MESURE DE SECURITE ET D’HYGIENE.**

Ces mesures se rapportent notamment :

Aux conditions de logement de personnel du chantier : prendre les dispositions nécessaires en vue d’assurer le choix adéquat du site la propreté des logements, l’alimentation en eau potable, la présence et l’isolement des locaux sanitaires et la protection contre les crues et les incendies.

À l’hygiène : assurer le nettoyage quotidien, l’entretien du réseau d’égout et l’évacuation des ordures ménagères et tout produit toxique.

Aux conditions de sécurité : doter le personnel de chantier de moyens de sécurité (tenue de travail, casque, gants, bottes etc..) et assurer la sécurité des tiers.

A la protection de l’environnement / évacuer tous les produits et matériaux non utilisés et procéder à la remise en état des lieux.

**ARTICLE 42 : SIGNALISATION**

L’entrepreneur du projet est tenu de mettre sur place les panneaux de toutes les signalisations indispensables pour la sécurité des passagers et du personnel du chantier.

**ARTICLE 43: CLAUSE DE CORRUPTION OU DE MANŒUVRES FRAUDULEUSES**

L’entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d’exécution du marché.

L’entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s’appliquent à l’ensemble des intervenants dans l’exécution du présent marché.

**ARTICLE 44: CAS DE FORCE MAJEURE.**

Le traitement des cas de force majeure est spécifié dans l’article 47 du C.C.A.G.T.

**ARTICLE 45: contrôle technique et surveillance des travaux.**

Pendant toute la durée des travaux, les représentants du B.E.T auteur du projet ou ceux du maître d’ouvrage ; chargés de contrôle ; auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen des échantillons de matériaux et appareillage à mettre en œuvre. Ils vérifieront que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans en vigueur, ils assisteront à l’implantation, la mise en œuvre et la réception provisoire et définitive des ouvrages.

**ARTICLE 46: Etudes techniques et contrôle des travaux.**

Les études d’exécution et d’adaptation sont à la charge de BET, les levées topographique et le contrôle des travaux par un laboratoire agrée seront à la charge de l’entreprise.

**ARTICLE 47: VERSEMENT A TITRE D’AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE**

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l’article 5 du décret susmentionné.

Cette avance sera octroyée au titulaire dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l’ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d’une caution bancaire du même montant mobilisable en tout temps, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics.

Le montant de l’avance n’est pas révisable quelle que soit la forme des prix du marché. Il ne peut être modifié même à l’occasion d’avenants ayant pour effet d’augmenter ou de diminuer le montant du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque décompte d’un montant égal à 25% du montant de ce décompte, de manière à ce que le remboursement de la totalité Del ‘avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant démarché. Si ces sommes n’atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte net dernier. Si le marché ne donne pas lieu à versement d’acomptes et fait l’objet d’un seul règlement, l’avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement unique.

# CHAPITRE II: PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

1. **PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT :**

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l’entrepreneur doit veiller à ce que l’extraction des matériaux ou leur dépôt ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l’environnement et à l’écoulement des eaux.

L’entrepreneur doit veiller à ce que les emprunts et dépôts ne compromettent pas la stabilité des massifs naturels, ni ne risquent du fait de leur entraînement par les eaux ou par toute autre raison de causer des dommages aux personnes et aux biens publics ou privés. Dans ce cas, l’entrepreneur serait entièrement responsable de ces dommages. Ce dernier accordera une importance particulière qui assurera la remise en état des lieux après achèvement des travaux.

Le maître d’ouvrage pourra s’opposer à l’exécution d’emprunts ou dépôts susceptibles de nuire à la qualité de l’environnement et à l’écoulement des eaux, sans que l’entrepreneur puisse de ce fait prétendre à aucune indemnité.

L’acquisition ou les indemnités pour occupation temporaire des terrains affectés aux dépôts ou décharges ainsi que ceux nécessaires aux emprunts restent à la charge de l’entrepreneur.

1. **PROVENANCE DES MATERIAUX :**

Les matériaux, composants ou autres produits dont la fourniture est à la charge de l’entreprise proviendront des gisements, carrières et usines proposés par l’Entrepreneur à l'agrément du Maître d’ouvrage.

La demande d’agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée quinze jours (15 jours) avant la date prévue pour l’utilisation des matériaux.

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l’Entrepreneur doit veiller à ce que l’extraction des matériaux ou leurs dépôts ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l’environnement et l’écoulement des eaux.

L’entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnées (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions de l’article 38 du CCAG-T. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l’entrepreneur passible des sanctions prévues à l’article 159 du décret n° 2-12-349 du 20/03/2013.

1. **QUALITE DES MATERIAUX :**

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

* Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux travaux de terrassement (complété par les dispositions du Guide Marocain pour les Terrassements Routiers"GMTR");
* Le fascicule n°4 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux ouvrages d’assainissement et de soutènement. Pour ces ouvrages, les classes de mortier et béton seront les suivantes :
* Mortier M1 pour les joints de buses ;
* Mortier M3 pour le remplissage et les joints de maçonnerie ;
* Béton B25 pour les éléments d’ouvrages en béton armé courant ;
* Béton B20 pour tête d'ouvrage, enrobage des buses, fossés bétonnés, puisards, regards...
* Béton B15 pour bourrelet, descentes bétonnées, union. ;
* Béton B10 pour les bétons de propreté, bétons coulés en grosse masse et bétons de remplissage.

Les coffrages seront du type soigné et leur rémunération est réputée incluse dans le prix de mise en œuvre des bétons.

* Les cahiers du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées complétés par la directive des enrobés à chaud, la note circulaire de la DR n° 214..22/50.5/238/340 du 11/12/98, et la note circulaire de la DR n°214.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur au bleu de méthylène.
* Les matériaux pour accotements doivent respecter les spécifications de la note de la DRCR du 28/11/1990 pour matériaux d'accotement.
* Les matériaux drainants (D), pour sous couche (SC) et anti-contaminants (AC) doivent répondre également aux spécifications indiquées dans la note citée plus haut.
* La granulométrie des sables pour bétons et mortiers sera proposée par l'entrepreneur à l’agrément du Directeur Provincial de l’Equipement du Transport et de la Logistique de Tanger.
* Les buses pour ouvrages d’assainissement seront des buses des séries 135 A.

1. **CONTROLE DES MATERIAUX :**

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3, 4 et 5 du CPC relatifs aux terrassements, ouvrages d’assainissement et chaussées complétés par la note circulaire de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98.

1. **ESSAIS NON CONCLUANTS :**

Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l’entrepreneur. Dans le cas échéant, ces dépenses seront déduites des acomptes de l’entreprise dus par l’exécution du présent marché.

# CHAPITRE III : MODE D’EXECUTION DES TRAVAUX

1. **PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX :**

L’entrepreneur ou son représentant devra se présenter auprès des services du conseil provincial Fahs Anjra un planning des travaux à réaliser. La commission de suivi doit choisir une journée de la semaine pour les réunions de chantier.

1. **OUVRAGES PROVISOIRES :**

Dans le cas où les travaux nécessitent l’occupation des terrains des particuliers, les frais de cette occupation seront à la charge de l’entrepreneur.

1. **INSTALLATION GENERALE DE CHANTIER :**

L'entrepreneur procurera, à ses frais et par accord direct avec les propriétaires et exploitants intéressés, les terrains dont il a besoin pour l'exécution des installations.

L'entrepreneur est tenu d’implanter un panneau d’affichage du projet selon les instructions du M.O.

L’installation et l’aménagement du chantier font l’objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l’installation propre à l’entreprise, ainsi que des aménagements destinés au maître d’ouvrage.

Avant de remettre son offre, l’entrepreneur est tenu de se renseigner sur l’emplacement du chantier, les chemins d’accès, la place disponible pour le stockage, ainsi que les possibilités de réaliser les raccordements à l’électricité et à l’eau. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l’exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l’entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d’ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l’autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d’ouvrage. La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

L’entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux.

Un panneau du chantier mobiles fixée à l’entrée du chaque chantier (intervention), à un endroit à choisir par le Maître d’ouvrage, les dimensions seront conformes à celles du dessin fourni par l’administration.

Le panneau indique la nature de la réalisation (maître d’ouvrage, maître d’œuvre, entrepreneur TRAVAUX D’ENTRETIEN DES PISTES RURALE DES COMMUNES DE LA PROVINCES FAHS-ANJRA,…).

Le panneau sera lisses et résistant aux intempéries, les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indications) seront soumises et approuvées par le Maître d'ouvrage.

Le coût de panneau de chantier et son installation sont à la charge de l’entrepreneur.

# 

1. **CONTROLE DES TRAVAUX :**
2. Les prestations de contrôles de **laboratoire seront à la charge de l’entreprise, et sous le choix du maitre d’ouvrage**, l’entrepreneur doit présenter à l’administration une convention avec ce laboratoire.
3. La nature et la fréquence des essais de contrôle des travaux de terrassement sont celles définies par le fascicule n°3 du CPC applicable aux travaux routiers courants, note circulaire du 11/12/1998 relative aux contrôles des travaux et complétés par les dispositions du présent CPS.
4. La nature et la périodicité des essais préliminaires d'information (catégorie A), des contrôles de qualité (catégorie B) et des contrôles de réception (catégorie C) sont fixées par le fascicule n°4 ainsi que par les cahiers constitutifs du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants. Ces dispositions sont aussi applicables au contrôle d'exécution des accotements qui sont assimilés à des assises non traitées.
5. Aucune tolérance en moins ne sera acceptée en ce qui concerne les épaisseurs des assises non traitées pour chaussées et accotements. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS, aux plans visés "bon pour exécution " ou aux ordres de service du maître d’ouvrage, l'entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.
6. **DEFINITION DES PRIX**

**Série n° 1: TERRASSEMENTS ET DECAPAGES**

Pour l’application des prix des terrassements, les cubes à prendre en compte sont les résultats établis par comparaison entre les plans et profils levés contradictoirement avant et après exécution des travaux pris en attachement. Ces volumes sont pris en compte dans la limite des tolérances prescrites les hors profils éventuels par rapport aux directives fournies par des dessins d’exécution ne feront en aucun cas l’objet de rémunération et seront en totalité à la charge de l’Entrepreneur.

Les matériaux non réutilisables et mis en dépôt définitif ne donnent lieu à aucune rémunération spéciale, leur mise en place par simple déchargement, leur régalage et leur modelage étant inclus dans les prix de déblais.

Les prix concernant les remblais (et compactages) s’appliquent par mètre cube au volume théorique dans la limite du profil défini par les plans d’exécution.

Les volumes des déblais sont mesurés en place avant extraction dans la limite du profil défini par les plans d’exécution.

L’évaluation du mètre cube extrait se fait conformément aux dispositions des plans d’exécution.

Les prix des terrassements comprendront :

* La matérialisation du tracé des pistes en fonction des éléments fournis par le maître d’ouvrage.
* Le nettoyage complet des emprises,
* L’exécution des terrassements proprement dits
* Tous les blindages et étaiements éventuellement nécessaires, sauf cas exceptionnels et en accord avec le maître d’ouvrage.
* Déplacement des poteaux électriques
* Déplacement des contraintes et réseaux divers
* La remise en état des emprises.

Toutes autres sujétions

**Prix N°1 : Déblais en terrain toute nature y/c évacuation**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** mesuré suivant la méthode indiquée au CPS, les déblais en terrain de toute nature, y compris le rocher, pour ouverture de la plate-forme .et des fossés, des ouvrages de glissement et soutènement, conformément aux plans notifiés "bon pour exécution". Y compris le décapage et la démolition ainsi que l’évacuation des parties démolies des ouvrages de glissement.

Il comprend :

L’extraction, le chargement, le transport, le déchargement et la mise en dépôt provisoire ou définitive ; Le réglage des talus et de la plate-forme ;

L’ouverture des fossés en terre incorporés dans les profils en long et profils en travers, ainsi que toutes les sujétions résultant des documents contractuels.

Ce prix entend régler les terrassements quel que soit leur mode d’exécution, le transport des déblais dans un rayon de 5000 m et leur mise en dépôts éventuelle (évacuation) et toutes sujétions de réglage.

**Prix N°2 : Remblais sélectionnés compactés**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** conformément aux prescriptions du prix B.4.3 du fascicule 2 du CPC, l’exécution du remblai. Il comprend le décapage de la terre végétale selon les prescriptions du prix B.3.1 du fascicule 2 du CPC, le réglage et le compactage du fond de forme, l'enlèvement des terres excédentaires des talus de remblai et toute sujétion y afférente.

Les caractéristiques du remblai sont celles mentionnées par le GMTR.

Il comprend :

* L’extraction, le chargement, le transport, le déchargement au lieu d’emploi des matériaux provenant d’emprunt ;
* La reprise en dépôt provisoire des matériaux provenant des déblais réutilisables en remblais ;
* Le réglage et le compactage méthodique des remblais par voie humide y compris la fourniture de l’eau et son épandage ;
* Le réglage des talus et fossé en terre et le compactage de la plate-forme ;
* Ainsi que toutes les sujétions résultant des documents contractuels.

### SERIE N° 2: TRAITEMENT DES POINTS DE GLISSEMENT

Les prix unitaires de cette série couvrent tout frais et sujétions d’exécution dont notamment :

* L’extraction le transport et fourniture des matériaux pour la fabrication du béton,
* La fabrication du béton et sa mise en œuvre,
* Le traitement des reprises de bétonnage,
* La cure de béton et la fourniture des produits nécessaires,
* La réalisation des caniveaux en béton armé,
* L’emploi des coffrages, plans ou courbes,
* Les sujétions d’exécution, provenant de la présence des armatures, quelle que soit la densité du ferraillage,
* Les sujétions dues à la présence des matériels divers tels que tuyauteries, pièces métalliques diverses, joints, noyés dans le béton,
* Les essais de béton et de ses composants effectués à l’initiative de l’Entrepreneur,
* Les frais occasionnés par les prélèvements des matériaux pour les essais de béton et des composants effectués par le Maître d’Ouvrage.

Lorsque plusieurs types de béton ou de bétons armés correspondant à des prix différents seront incorporés dans un même ouvrage, on prendra comme limite entre ces bétons pour déterminer leur volume ; les limites figurées sur les dessins d’exécution.

**Prix n°3 : Fourniture et mise en place de béton armé Type B25 hydrofuge**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** la mise en œuvre du béton de classe B25 hydrofuge dosé à 350kg de CPJ45 désigné pour l’exécution des ouvrages de soutènements en béton armé.

Ce prix comprend ce qui suit :

* L’implantation de l’ouvrage et les terrassements complémentaire pour les ouvrages en soutènement.
* Fournitures des matériaux ;
* Le coffrage et décoffrage ;
* L’utilisation de produit Sika hydrofuge ;
* La réalisation des joints de retrait et dilatation ; la réalisation des barbacanes suivant détail de BET.
* Toutes sujétions de mise en œuvre.

Les quantités à prendre en compte étant calculées d’après leur volume en place dans la limite de volume théorique défini par les dessins visés "bon pour exécution".

**Prix N°4 : Fourniture et mise en place de béton de propreté de Type B10**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** le béton de type B10 (dosé à 150 Kg de ciment / M3 de béton) c’est un béton de propreté qui sera exécuté pour les ouvrages. Les coffrages seront exécutés conformément aux plans et devront donner après décoffrages des surfaces parfaitement lisses et calibrées.

Ce prix comprend :

* L’implantation de l’ouvrage
* Le compactage de l’assise à 95 % de l’O.P.M.
* Le coffrage et décoffrage ;
* Toutes sujétions de mise en œuvre.

Les quantités à prendre en compte étant calculées d’après leur volume en place dans la limite de volume théorique défini par les dessins visés "bon pour exécution".

**Prix N°5 : Buses ф 1000 mm en Béton armé classe 135 A**

Ce prix rémunère **au mètre linéaire,** la fourniture et la pose les buses en béton ф 1000 mm en béton armé classe CAO 135A. L’entrepreneur est invité à fournir la fiche technique justifiant sa qualité, ce prix comprend :

* La dépose et la fourniture, les terrassements en tranchées et l’implantation du passage busé.
* La Démolition de passage busée existant Y /C évacuation.
* La réception des fonds de fouilles par un laboratoire agréé et le B.E.T
* Le compactage de l’assise à 95 % de l’O.P.M
* Lit de sable de 10 cm d’épaisseur.
* Les essais d'agrément et d’étanchéité
* L’évacuation des parties démolies des ouvrages hydrauliques ;
* Le remblaiement de la tranchée par un remblai sélectionnée et le compactage par couche de 20 cm jusqu’au niveau du fond de forme (remblai primaire et secondaire).

Le prix s’applique au mètre linéaire de buses réellement posées dans la limite des longueurs théoriques définies par les dessins visés «Bon pour exécution».

**Prix N°6 : Gabions**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** la fourniture et la mise en place de gabions selon les prescriptions du présent CPS, y compris la fourniture et la mise en œuvre des grillage galvanisé, fils de ligature et des moellons de remplissage, le terrassement, La fourniture et la mise en œuvre de géotextile sur toute la surface de contact entre le terrain naturel et le gabion, Ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels.

**Prix N°7 : Aciers durs à haute adhérence**

Ce prix rémunère **en kilogramme,** les armatures pour les bétons en aciers durs, quel que soit le diamètre indiqué dans les plans d’exécution, y compris toutes sujétions de bonne exécution selon les dispositions du CPS.

Le prix comprend la fourniture, le transport, le façonnage et la mise en place du béton dans l’embarras des armatures.

Les aciers seront de type mi-dur à haute adhérence exécutés selon les prescriptions des plans d’exécution.

**Prix N°8 : Béton B20 pour Fossé et caniveau y/c treillis soudé**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** l’exécution en béton B20 des fossés et caniveaux conformément aux plans types avec des éléments coulés en place ;

Il comprend :

* L’exécution des fouilles quelle que soit la nature du terrain, le chargement, le transport, quelle que soit la distance, et le déchargement au lieu de réemploi ou de dépôt définitif des déblais de la fouille,
* Le réglage du fil d’eau ;
* La réalisation de béton de propreté de 5cm en débordant ;
* La fourniture et la mise en place du quadrillage en treillis soudé ;
* La fourniture sur le lieu d’emploi des matériaux et leur mise en œuvre y compris les coffrages soignés,
* Les raccordements aux canalisations et toutes sujétions d'exécution,
* Le remplissage des joints, au mortier ou au mastic bitumineux (joint de retrait tous les six mètres).
* Les finitions suivantes les règles de l’art.

Ces prix s’appliquent au mètre cube (M3) réalisé, exécutés conformément aux plans approuvés ou sur instruction du représentant du Maître d'ouvrage ou du BET.

**Prix N°9 : Matériau drainant 20/60**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** la fourniture et la pose de matériaux drainant 20/60 en respectant les clauses techniques en vigueur.

**Prix N°10 : Fourniture et mise en place d’un géotextile**

Ce prix rémunère au mètre carré, l’entrepreneur pour la fourniture, le transport, le stockage et toutes les sujétions de mise en place dont ancrage du filtre en géotextile en type 110g/m2 ou similaire. Ce prix s'applique au mètre carré du filtre mis en place sans tenir compte de la surface de recouvrement (minimum de 20cm) et comprend la mise en place d'une couche de protection contre le poinçonnement par un matériau amortisseur et toutes sujétions.

**Prix N°11 : Traversée en buses ф 600 mm en Béton armé classe 135 A**

Ce prix rémunère **au mètre linéaire,** la fourniture et la pose des traversées en buses en béton ф 600 mm en béton armé classe CAO 135A. L’entrepreneur est invité à fournir la fiche technique justifiant sa qualité, ce prix comprend :

* La dépose et la fourniture, les terrassements en tranchées et l’implantation de traversée.
* La Démolition de passage busée existant Y /C évacuation.
* La réception des fonds de fouilles par un laboratoire agréé et le B.E.T.
* Le compactage de l’assise à 95 % de l’O.P.M
* Lit de sable de 10 cm d’épaisseur.
* Les essais d'agrément et d’étanchéité
* L’évacuation des parties démolies des ouvrages hydrauliques ;
* Le remblaiement de la tranchée par un remblai sélectionnée et le compactage par couche de 20 cm jusqu’au niveau du fond de forme (remblai primaire et secondaire).

Le prix s’applique au mètre linéaire de buses réellement posées dans la limite des longueurs théoriques définies par les dessins visés «Bon pour exécution».

**Prix N°12 : Construction des têtes des ouvrages hydrauliques type ф 1000 mm de toutes natures**

Ce prix rémunère **à l’unité**, la construction des têtes des ouvrages hydrauliques de toutes natures de type buses ф 1000 mm (tête amont, tête aval, tête puisard, …) en béton de classe B20 dosé à 300 kg/m3 de CPJ45, armé par des armatures en acier dur, quel que soit le diamètre indiqué dans les plans d’exécution du BET.

Ce prix comprend ce qui suit :

- L’implantation de l’ouvrage et les terrassements complémentaires de toutes profondeurs ou démolition des ouvrages existants ;

- Fourniture des matériaux ;

- Le coffrage et décoffrage ;

- Béton de propreté dosé de 250 kg/m3 de 10 cm d’épaisseur (selon plan d’exécution du BET)

- La fourniture, le transport, le façonnage et la mise en place du béton dans l’embarras des armatures ;

- La fourniture, le transport, le façonnage des armatures ;

- Toutes sujétions de mise en œuvre.

Les quantités à prendre en compte étant calculées d’après leur volume en place dans la limite de volume théorique défini par les plans de BET visés "bon pour exécution".

Les aciers seront de type mi-dur à haute adhérence d’élasticité de 500MPa FeE500 exécutés selon les prescriptions des plans d’exécution.

**Prix N°13 : Buses ф 200 mm en PVC pour drainage perforées**

Ce prix rémunère, **au mètre linéaire**, la fourniture, à pied d’œuvre et la pose avec engin approprié des buses en P.V.C., Série 01 de D200 perforée, fabriquée conformément à la norme NF P. 16-352.

Y compris dans le prix :

* La réalisation des terrassements
* Les travaux de mise en pose de lit de sable
* La pose aux cotes du projet dans l'embarras des étais, nappe phréatique, ouvrages existants, câbles etc.
* Les essais d’agrément et de recette.
* Les essais d’étanchéité en tranchée.
* Eléments spéciaux pour jonction au regard.
* Les coupes si nécessaire
* Les jonctions aux regards
* Jonction entre éléments de buses quel que soit la difficulté de réalisation

Ce prix s’applique à la longueur réellement posée (dimensions regards déduites)

**Prix N°14 : Enrochements**

Ce prix rémunère, **au mètre cube**, la fourniture et la mise en œuvre et place d’enrochements pour les ouvrages d’assainissement et de protection de la plateforme ainsi que les instructions du Maître d’œuvre.

Il comprend :

* La fourniture proprement dite ou l’élaboration, selon les calibres demandés et les spécifications du C.C.T.P.
* Le chargement, le transport, quelle que soit la distance, le déchargement en stock ou à proximité du lieu de mise en œuvre quel qu’il soit ;
* L’aménagement de la zone de stockage et la constitution du stock ;
* La reprise du stock ou au déchargement à proximité du lieu de mise en œuvre,
* Les fouilles nécessaires à la mise en œuvre des enrochements,
* Le curage de chaâbas de matériaux argileux et préparation des fonds de Chaâbas.
* Les sujétions de mise en œuvre notamment sous et contre des maçonneries, dans l’eau et les sujétions de phasage,
* Les sujétions liées aux travaux de faïençage,
* Toutes les sujétions d’accès au lieu de mise en œuvre.

Ce prix s’applique au mètre cube géométrique déterminé à partir des plans d’exécution.

**Prix N°15 : Curage, nettoyage et désherbage des ouvrages hydrauliques**

Ce prix rémunère, **au forfait**, le curage, le nettoyage, le désherbage ainsi que l’évacuation à la décharge publique.

Il comprend :

* Débouchage hydraulique des ouvrages hydrauliques suivant les instructions de maitre d’ouvrage et de BET;
* Curage manuel et nettoyage des fossés existants et caniveaux suivant les instructions de maitre d’ouvrage et de BET;

Ouvrage payé à l’ensemble au forfait.

### Série n° 3 : TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE CHAUSSEE

Les prix unitaires de cette série couvrent tout frais et sujétions d’exécution dont notamment :

* La réalisation de la couche en hérissons en pierre sèche ;
* L’extraction le transport et fourniture des matériaux pour la fabrication du béton,
* La fabrication du béton et sa mise en œuvre,
* Le traitement des reprises de bétonnage,
* La cure de béton et la fourniture des produits nécessaires,
* L’emploi des coffrages, plans ou courbes,
* Les sujétions d’exécution, provenant de la présence des armatures, quelle que soit la densité du ferraillage,
* Les sujétions dues à la présence des matériels divers tels que tuyauteries, pièces métalliques diverses, joints, noyés dans le béton,
* Les essais de béton et de ses composants effectués à l’initiative de l’Entrepreneur,
* Les frais occasionnés par les prélèvements des matériaux pour les essais de béton et des composants effectués par le Maître d’Ouvrage.

Lorsque plusieurs types de béton ou de bétons armés correspondant à des prix différents seront incorporés dans un même ouvrage, on prendra comme limite entre ces bétons pour déterminer leur volume ; les limites figurées sur les dessins d’exécution.

**Prix N°16 : Fourniture et mise en place de béton armé Type B25 y/c Acier pour dallage**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** la réalisation béton type B25 pour dallage avec un quadrillage en T6, e=20cm ou TS (treillis soudé), avec une épaisseur suivant le détail de BET, ils seront réalisés en béton armé dosé à 350 KG/M3. Y compris les joints sec ou en polystyrène (épaisseur = 2cm), les essais de béton, coffrages soignés des parements vus, vibration du béton, et toutes sujétions de bonne exécution.

L’entreprise ne peut commencer le coulage du béton qu’après la réception de la couche d’hérissonnes en pierre sèche par le B.E.T chargé du suivi..

Le prix de règlement comprend toutes sujétions pour pentes, formes irrégulières,

**Prix N°17 : Fourniture et mise en œuvre de la couche des hérissons**

Ce prix rémunère **au mètre cube,** la fourniture, le transport et la mise en œuvre en couche des hérissons en pierres sèches selon les prescriptions de BET, avec une épaisseur suivant le détail de BET, seront constituées par un blocage de pierres sèches posées à la main pointe en l'air puis damées et arrosé avant mise en place de la dalle de forme.

Sur le remblai de l'optimum Proctor modifié. Sera réalisé l’hérrissonage, à exécuter après reprofilage de sols nivelés, en pierres sèches posées à la main sur champ la pointe en haut, rangées et énergiquement damées, les interstices seront comblés afin d'assurer un parfait calage de l'ensemble, le blocage ainsi constitué sera ensuite arrosé.

Echantillons à soumettre à l’approbation de BET et de l’administration.

Il aura :

* Une épaisseur suivant le détail de BET, sera comptabilisée après compactage à la grenouille.
* Mise à la côte définitive.
* Arrosage avec de l’eau
* Compactage par le passage du rouleau vibreur.
* Toutes sujétions nécessaires.
* L’entreprise ne peut commencer la réalisation de la couche des hérissons qu’après la réception de fond de forme par le B.E.T chargé du suivi.

L’emploi de gravois, déchets de briques, d’agglos ou béton est rigoureusement interdit.

Ce prix s'applique au mètre cube pour une épaisseur mesurée après compactage à 95% de l'OPM sans déduction des parties des regards et chambres.

**Article 58 : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**

***TRAVAUX D’ENTRETIEN DE LA PISTE DU DOUAR MILIECHE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT) ET DE RENFORCEMENT DE LA PISTE DU DOUAR ZRARAE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT). A LA C.KSAR SGHIR. PROVINCE FAHS-ANJRA***

**A.O.O N° : 01/2023**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° Prix** | **Désignation** | **Unité** | **Qté** | | **P.U. DH HT** | **Prix Total DH HT** |
| **Série n° 1** | **Terrassements et décapages** |  |  | |  |  |
| 1 | Déblais en terrain toute nature y/c évacuation | M3 | 960 | |  |  |
| 2 | Remblais sélectionnés compactés | M3 | 320 | |  |  |
| **Totale série N°1** | | | |  |  |  |
| **Série n° 2** | **Traitement des points de glissement** |  |  | |  |  |
| 3 | Fourniture et mise en place de béton armé Type B25 hydrofuge | M3 | 104 | |  |  |
| 4 | Fourniture et mise en place de béton de propreté de Type B10 | M3 | 13 | |  |  |
| 5 | Buses ф 1000 mm en Béton armé classe 135 A | ML | 33 | |  |  |
| 6 | Gabions | M3 | 290 | |  |  |
| 7 | Aciers durs à haute adhérence | Kg | 9700 | |  |  |
| 8 | Béton B20 pour fossé et caniveau y/c treillis soudé | M3 | 95 | |  |  |
| 9 | Matériau drainant 20/60 | M3 | 180 | |  |  |
| 10 | Fourniture et mise en place d’un géotextile | M2 | 290 | |  |  |
| 11 | Traversée en Buses ф 600 mm en Béton armé classe 135 A | ML | 42 | |  |  |
| 12 | Construction des têtes des ouvrages hydrauliques type ф 1000 mm de toutes natures | U | 5 | |  |  |
| 13 | Buses ф 200 mm en PVC pour drainage perforées | ML | 15 | |  |  |
| 14 | Enrochement | M3 | 45 | |  |  |
| 15 | Curage, nettoyage et désherbage des ouvrages hydrauliques | F | 1 | |  |  |
| **Totale série N°2** | | | |  |  |  |
| **Série n°3** | **Travaux de renforcement de chaussée** |  |  | |  |  |
| 16 | Fourniture et mise en place de béton armé Type B25 Y/C Acier pour dallage | M3 | 485 | |  |  |
| 17 | Fourniture et mise en œuvre de la couche des hérissons | M3 | 170 | |  |  |
| **Totale série N°3** | | | |  |  |  |
| **Total En DH HT** | | | | | |  |
| **TVA 20%** | | | | | |  |
| **Total En DH TTC** | | | | | |  |

***Arrêté le présent bordereau des prix-détail estimatif à la somme de*** **:**

……………………………………………………………………………….……*(En lettres et en chiffres)*

***Signature de l’entrepreneur :***

**ROYAUME DU MAROC**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

PROVINCE FAHS ANJRA

CONSEIL PROVINCIAL

**A.O.O : 01/2023**

MARCHÉ N° ……………………………..

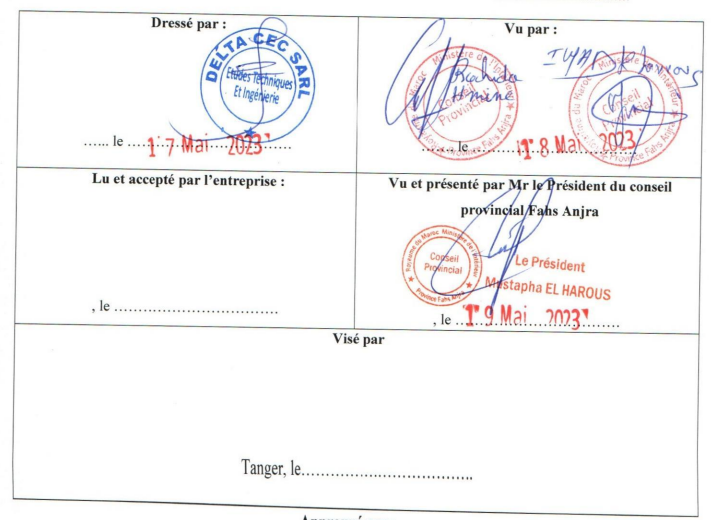
***TRAVAUX D’ENTRETIEN DE LA PISTE DU DOUAR MILIECHE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT) ET DE RENFORCEMENT DE LA PISTE DU DOUAR ZRARAE (Y COMPRIS LES POINTS DE GLISSEMENT). A LA C.KSAR SGHIR. PROVINCE FAHS-ANJRA***

**Passé par appel d’offres ouvert sur offre de prix en application du paragraphe 1 alinéa 2 de l’article 16 et du paragraphe 1 de l’article 17 et alinéa 3 du paragraphe 3 de l’article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics**.

Avec :…………………………………………………………………………………………………………………………………

Pour un montant de:……………………………………………………………………………… ………………………….

………………………………………………………………………………………………………………………………………



**Approuvé par :**

Tanger, le……………………………